

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 AVRIL 1904.

- I. — Proposition de loi sur le repos du dimanche.
II. — Proposition de loi établissant le repos hebdomadaire(1).
-

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. VAN CAUWENBERGH.

MESSIEURS,

Dans la séance du 26 novembre 1903, MM. Destrée, Cavrot, Bertrand, Anseele, Terwagne et Vandervelde déposaient une proposition de loi établissant le repos hebdomadaire, et MM. Helleputte, Levie, Verhaegen, Desmaisières, de Broqueville et de Ghellinck-d'Elseghem déposaient, de leur côté, une proposition de loi sur le repos du dimanche. Ces deux propositions furent renvoyées à une commission spéciale.

Elles tendent au même but, limiter le travail de l'ouvrier adulte en lui assurant un jour de repos par semaine, et elles s'accordent sur la nécessité de fixer le jour de repos au dimanche.

Les auteurs des propositions se sont inspirés de l'avant-projet de loi sur le repos hebdomadaire voté par le Conseil supérieur du travail, le 22 avril 1902, et en reproduisent plusieurs dispositions.

La question du travail du dimanche est posée depuis longtemps en Belgique. L'enquête sur la condition des classes ouvrières et sur le travail des enfants, faite en 1843, amena la Commission chargée d'y procéder à formuler cette conclusion : « Il ne suffit pas d'abrèger pour l'enfant la

(1) Propositions de loi, nos 14 et 15.

(2) La Commission, présidée par M. VAN CAUWENBERGH, était composée de MM. CARTON DE WIART, DE LANTSHEERE, MABILLE, VANDEWALLE, VANDERVELDE.

durée du travail journalier, il faut encore lui réserver, chaque semaine, un jour de repos. L'exemption, pour les jeunes ouvriers, du travail les dimanches et les jours de fête a été consacré par toutes les législations étrangères sans exception. Pourquoi ne le serait-elle pas chez nous ? »

La première de nos lois portant réglementation du travail, celle du 13 décembre 1889, assure aux femmes et aux enfants un jour de repos par semaine dans l'industrie ordinaire et un jour sur quatorze dans les industries continues par leur nature, avec le temps nécessaire pour vaquer une fois par semaine aux actes de leur culte.

D'autre part, une association pour le repos du dimanche a été fondée et un mouvement d'opinion s'est produit en faveur de cette mesure.

Le Ministère de l'Industrie et du Travail a ouvert une vaste enquête sur le travail du dimanche. Le résultat en est consigné dans cinq volumes.

L'enquête a porté sur les établissements industriels (volumes un et deux), sur les mines, minières et carrières (volume trois). Le volume quatrième contient la consultation des Conseils de l'industrie et du travail, l'enquête dans les grands magasins et la consultation de l'Association pour le repos du dimanche en Belgique. Un cinquième volume fait connaître la législation en pays étrangers, Allemagne, Autriche, Suisse, Angleterre.

Les résultats de cette enquête prouvent que le repos du dimanche est possible, sauf à reconnaître les exceptions résultant de la nature même de l'industrie, de l'utilité publique, des cas d'absolue nécessité, des circonstances locales ou autres.

Bien souvent des tentatives en vue d'instaurer le chômage du dimanche ont été faites : la bonne volonté et l'entente de la grande majorité des industriels et des commerçants ont échoué devant la résistance de quelques individualités.

Toutes les tentatives pour réunir l'unanimité ont échoué. S'il est vrai qu'il est utile et nécessaire que l'ouvrier jouisse d'un jour de repos ou de congé par semaine, l'action du législateur est nécessaire pour lui assurer ce bienfait.

Le législateur a-t-il le droit de limiter le travail qui peut être demandé à l'ouvrier adulte, soit pendant le jour, soit pendant nuit, soit quant au nombre de jours de travail par semaine ?

Telle est la première question que votre Commission avait à résoudre.

Si la solution est affirmative, le jour de congé hebdomadaire que le législateur décréterait, peut-il être fixé au dimanche ? En d'autres termes, l'article 15 de la Constitution forme-t-il un obstacle à ce que le législateur, décrétant que l'ouvrier adulte doit avoir un jour de congé par semaine, fixe ce jour de congé au dimanche ?

Telle est la seconde question.

Enfin existe-t-il des causes économiques qui doivent faire repousser l'insertion dans la loi du principe d'un jour de repos par semaine ?

Telle est la troisième question à résoudre.

I.

Le législateur est-il compétent pour décider qu'il est interdit, en général, de faire travailler un ouvrier plus de six jours par semaine?

Toute notre législation sociale a pour but de protéger la faiblesse de l'ouvrier.

La liberté des contrats doit certes être respectée, à la condition que les deux parties contractantes soient également libres. Or, entre le chef d'entreprise ou employeur et son ouvrier ou employé, l'égalité n'existe pas : l'un a le moyen de faire prévaloir sa volonté, l'autre doit subir cette volonté s'il veut ne pas être privé du moyen de gagner sa vie. Il faut donc — et c'est ce que font les lois sociales votées par le Parlement belge, spécialement la loi sur le contrat de travail — protéger l'ouvrier contre les abus de pouvoir possibles du patron ; il faut le protéger également contre l'abus qu'il peut faire de ses forces par un travail exagéré ; il faut enfin lui conserver sa dignité d'homme, lui permettre d'interrompre de temps en temps son dur labeur, pour qu'il puisse s'occuper de lui-même, de sa famille, de ses intérêts à lui, et ne pas permettre qu'il soit soumis à un véritable esclavage.

L'intervention du législateur se justifie ici au même titre que dans toutes les mesures protectrices déjà votées.

Elle est nécessaire et relativement aisée en Belgique, parce que notre pays peut se féliciter de ce que le travail cesse, en général, le dimanche.

La loi consacrera donc en grande partie un fait et rendra possible la cessation du travail pour beaucoup d'industriels qui désirent faire chômer leurs ouvriers et ne sont empêchés de donner suite à leur désir que par le refus de quelques concurrents.

II.

Si le législateur peut limiter le nombre de jours de travail par semaine et décider qu'un jour de congé hebdomadaire devra être accordé à l'ouvrier, ce jour doit être le même pour tous. Le législateur peut donc et doit l'indiquer ; si la loi fixait le jour du congé hebdomadaire au lundi ou au mardi, personne ne pourrait trouver cette disposition inconstitutionnelle.

Aussi on se demande en vain pourquoi elle le deviendrait, si la loi désigne le dimanche. Interdire de faire travailler le septième jour et dire que le septième jour sera le dimanche, ce n'est pas obliger l'ouvrier à participer à l'exercice d'un culte et à en observer les jours de repos. La loi défend de soumettre l'ouvrier à un travail qu'elle juge excessif, voilà tout, et, en fixant le jour de congé au dimanche, de préférence à un autre jour, elle se souvient que le dimanche est depuis des siècles le jour de repos ; que, nonobstant l'article 15 de la Constitution, le repos des fonctionnaires publics a été fixé au dimanche, que les écoles sont fermées le dimanche, que certains actes de procédure sont frappés de nullité lorsqu'ils sont faits le dimanche, que ce jour-là l'ouvrier se retrouve en famille, au milieu des siens, qu'il est nécessaire de le faire jouir du congé lorsque tout le monde en jouit.

Le dimanche est, il est vrai, le jour affecté au culte par toutes les con-

fessions chrétiennes; permettre à l'ouvrier chrétien, qui le désire, de participer aux cérémonies de son culte, n'est-ce pas encore lui assurer une liberté respectable ?

Le législateur constituant de 1830 a eu surtout en vue de garantir la liberté de tous les citoyens en ce qui concerne l'exercice du culte. C'était là sa seule préoccupation. Si les hommes de 1830, avec les idées généreuses qui les caractérisaient, avaient été appelés à légiférer en matière sociale, ils auraient, sans aucun doute, condamné l'idée de ne pas admettre la fixation du jour de congé des ouvriers au dimanche, uniquement parce que le dimanche est le jour affecté à certains cultes.

La proposition de loi ne défend au surplus pas de travailler le dimanche; elle défend uniquement de faire travailler les autres. Cette distinction est de haute importance.

III.

L'interdiction de faire travailler le dimanche ne nuira-t-elle pas aux intérêts économiques du pays ?

A cette question, la réponse est facile : le repos du dimanche est obligatoire dans plusieurs pays et, parmi ces pays, en Angleterre et aux États-Unis. Or, ce sont bien là les deux pays les plus prospères du monde entier.

Dans les autres pays, comme la Suisse et l'Autriche, le repos obligatoire du septième jour n'a pas eu non plus de conséquences fâcheuses pour la prospérité industrielle et commerciale.

Il est dans l'ordre que l'ouvrier ne se surmène pas; il est dans l'ordre qu'il y ait un repos général le même jour. L'essor du travail est plus intense, sa productivité est plus grande après un temps d'arrêt. Pourquoi la Belgique souffrirait-elle plus dans ses intérêts que les autres pays ? On peut dire qu'elle ne souffrira en rien, d'autant plus que le repos du septième jour est déjà assez généralement observé.

Votre Commission a été unanime pour adopter le principe des propositions de loi. Un membre a fait des réserves au sujet des mesures d'application. Il a fait la proposition de ne pas inscrire dans la loi la désignation du jour de congé et de laisser cette désignation aux intéressés.

Dans cet ordre d'idées, il a mis en avant la rédaction suivante :

« D'un commun accord le patron et l'ouvrier peuvent librement choisir le jour de la semaine consacré au repos.

» L'accord, valable jusqu'au 31 décembre, devra chaque année être conclu dans la première quinzaine du mois de janvier ou dans la quinzaine de son admission si l'ouvrier est engagé dans le courant de l'année. A défaut d'entente, le jour de congé sera le dimanche. »

Cette proposition nous fut faite lorsque notre Commission avait déjà voté sur la fixation du congé au dimanche. Elle n'a pas cru devoir revenir sur son vote.

Si la proposition qui précède offre cet avantage d'enlever tout prétexte au reproche d'inconstitutionnalité, elle présente cet inconvénient que le choix de l'ouvrier ne sera généralement pas libre et que le patron aura la puissance de faire prévaloir sa volonté. Si le jour choisi n'est pas le même

pour la généralité des ouvriers, ceux-ci ne seront pas à même de retirer la même utilité ou les mêmes avantages de leur jour de congé que s'il était même pour tous.

*
* * *

Des industriels israelites demandent que, pour leurs corréligionnaires, le jour de repos soit fixé au samedi.

Le projet de loi déposé en Hollande sur le repos dominical permet à ceux dont le culte n'adopte pas le dimanche, de choisir le jour consacré par leur culte.

Nous ne pouvons, en Belgique, entrer dans cette voie parce que nous ne songeons pas à faire une loi confessionnelle.

Mais l'un des articles de la proposition de loi permet au Gouvernement de régler autrement le congé hebdomadaire si des circonstances locales ou autres l'exigent.

La Commission ne verrait aucun inconvénient à ce que, pour des motifs aussi respectables que la liberté de conscience, le Gouvernement accueille favorablement une demande qui lui serait faite dans ce sens pour certaines usines déterminées.

*
* * *

Après avoir examiné les deux propositions de loi et revu celle du Conseil supérieur du travail, votre Commission a rédigé un nouveau projet dont nous avons l'honneur de vous présenter l'analyse.

La commission estime que la loi doit porter pour titre :

Loi interdisant de faire travailler le dimanche.

ARTICLE PREMIER. — L'article premier fait défense à tout chef d'entreprise de faire travailler plus de six jours par semaine des personnes autres que les membres de sa famille habitant avec lui et ses domestiques ou gens de la maison. Le jour de congé hebdomadaire est le dimanche.

La proposition de loi ne défend donc pas de travailler le dimanche, elle ne défend pas de tenir ses magasins ouverts, elle défend uniquement au chef d'entreprise de faire travailler ce jour-là ses ouvriers ou employés.

Il est fait expressément exception pour les domestiques ou gens de la maison.

Par domestiques ou gens de la maison, on entend ceux à raison de l'emploi desquels on paie la contribution personnelle, ou ceux assimilés aux gens de service que la loi exempte formellement de la contribution. (Loi du 28 juin 1822, art. 35 et suivants). Ce sont donc ceux qui font partie de l'état ou de la suite des personnes ou des familles et qui sont employés par elles en service permanent ou pour affaires de ménage, sans distinguer s'ils sont à demeure chez leurs maîtres ou non, s'ils reçoivent la nourriture dans la maison ou ailleurs ; — ce sont encore les domestiques employés à la journée, demeurant chez eux et servant plusieurs personnes et familles logées séparément.

L'interdiction de faire travailler s'applique aux ouvriers salariés contre-maitres, employés de commerce, magasiniers, personnel employé à la vente dans les magasins, en un mot à tous les travailleurs employés dans les entreprises industrielles, commerciales, agricoles et financières.

Tel est le principe général. Il comporte des exceptions assez nombreuses.

ART. 2. — La défense de faire travailler ne s'applique pas aux travaux urgents commandés par un cas de force majeure ou de nécessité sortant des prévisions normales de l'entreprise, si le chef de l'entreprise en informe, dans les vingt-quatre heures, l'inspecteur du travail ou le bourgmestre.

Dans les circonstances énoncées à cet article, le travail est urgent et il ne faut pas que le chef de l'entreprise soit réduit à en retarder l'exécution pour obtenir une dispense. Il doit juger lui-même s'il y a nécessité de faire travailler le septième jour.

Il n'y aurait infraction à la loi que si les prétextes mis en avant pour faire travailler le jour de congé étaient imaginés pour contrevenir à la loi.

Pour permettre un certain contrôle, le chef d'entreprise devra informer dans les 24 heures l'inspecteur du travail. Il s'adressera de préférence à ce fonctionnaire si l'entreprise est soumise à son inspection. Il peut, en tout cas, s'adresser au Bourgmestre ou à son délégué.

ART. 3. — Un arrêté royal peut régler autrement les conditions du congé hebdomadaire :

1° Pour les entreprises qui, soit par leur nature, soit pour des motifs d'utilité publique, comportent habituellement un travail partiel ou continu pendant la journée du dimanche.

2° Si des circonstances locales ou autres l'exigent.

La loi ne peut elle-même régler ces exceptions, les cas de nécessité pouvant varier à l'infini.

La délégation donnée au pouvoir exécutif est importante, mais elle est tempérée par l'obligation de consulter plusieurs autorités.

La Commission, en vous proposant de confier le soin d'octroyer des dispenses au Roi, n'a pas voulu cependant s'abstenir de faire connaître son opinion sur certaines catégories d'entreprises.

La presse. — Des efforts ont été faits pour donner aux ouvriers typographes le congé du dimanche ; la grande majorité des journaux s'étaient ralliés à l'idée. Une petite minorité s'y est montrée hostile, et ainsi la concurrence seule a empêché l'idée d'être réalisée par la liberté. Ce fait seul prouve que le travail au bureau du journal n'est pas nécessaire le dimanche. Mais la distribution et la vente des journaux peuvent, nous dirons même, doivent être autorisées le dimanche.

L'impression du journal et son expédition se font généralement la nuit. Tout le monde aura, comme aujourd'hui, son journal le dimanche matin ; quant au numéro du lundi, ordinairement préparé en grande partie dès le samedi, on pourra le compléter le lundi de très bon matin et l'expédier par les premiers trains, si le journal tient à paraître ce jour-là ; les abonnés le

recevront en retard de deux ou trois heures. Il est à espérer qu'ils se résigneront facilement à subir ce petit inconvénient, qui aura le grand avantage de permettre à des centaines de typographes de jouir du congé du dimanche, comme les autres citoyens.

Moyens de transport. — Pour le transport des voyageurs, la dispense doit être générale. Ce service est de ceux qui, pour cause d'utilité publique, ne peuvent être interrompus, que ce soit par chemins de fer de l'État ou concédés, par chemins de fer vicinaux, par tramways ou voitures publiques, par voitures de remise et de place, par bateaux à vapeur ou autres, en un mot par tous les moyens de locomotion.

Le transport des marchandises ne pourra se faire que dans la mesure strictement nécessaire.

Un règlement général, applicable aux chemins de fer de l'État, pourrait régler le congé du personnel, et l'on pourrait admettre sans difficulté que le personnel des compagnies de chemin de fer concédés, des vicinaux et des tramways fût soumis à un règlement analogue à celui que prendrait le Gouvernement pour ses chemins de fer.

Une tolérance peut être admise pour la navigation intérieure, surtout sur les canaux où il se produit de l'encombrement aux écluses.

Le chargement et le déchargement des marchandises sujettes à détérioration, doit être autorisé.

Alimentation. — Une grande liberté doit être laissée pour l'industrie et le commerce de l'alimentation. Il doit être permis de faire travailler le dimanche dans les hôtels, restaurants, cafés, estaminets, tavernes, à la cuisson des produits qui doivent être débités le jour même, au débit de pain, de viande, de légumes, d'articles d'alimentation, en général.

Le Gouvernement pourra autoriser à faire travailler, pendant certaines heures, un certain nombre d'employés dans les magasins où viennent se pourvoir les ouvriers et les gens de la campagne, qui n'ont pas le loisir de faire leurs emplettes pendant la semaine.

Il pourra, à raison de circonstances locales, autoriser à faire travailler au débit de marchandises, là où cet usage existe, le dimanche, dans les magasins ou sur les marchés, il pourra limiter cette autorisation à certains dimanches ; il pourra l'autoriser dans les magasins là où, certains dimanches, il y a affluence d'acheteurs, par exemple aux villes de bain, pendant la saison, — à l'occasion de certains jours de fêtes locales, dans les villes et communes.

La défense ne s'appliquera pas davantage au travail exigé par les fêtes publiques, les spectacles, les représentations foraines, les festivités et les amusements publics, tels qu'on a l'habitude de les organiser le dimanche.

Dans l'industrie, le travail devra être autorisé lorsque le travail ne peut être interrompu, par suite de la nécessité de maintenir les appareils de production en allure absolument régulière.

Les hauts-fourneaux et les verreries à vitres sont indiqués comme se trouvant en tête de cette catégorie d'industries.

D'autres industries n'exigent que quelques opérations le dimanche; d'autres encore exigent parfois le travail lorsqu'une opération en cours ne peut être interrompue; d'autres enfin exigent un travail de surveillance et de gardiennat.

Il y aura lieu, pour le Gouvernement, d'accorder des dispenses générales ou partielles suivant les circonstances.

Le Gouvernement devra, pour les entreprises qui font l'objet d'une dispense totale ou partielle, régler les conditions du congé hebdomadaire.

Si l'ouvrier a dû travailler pendant toute la journée du dimanche, il devra avoir pendant la semaine un jour de congé complet; lorsque son travail n'aura été que partiel, il n'aura droit qu'à un congé partiel pendant la semaine. Cependant, il sera utile de voir régler, dans ce cas, le congé hebdomadaire de manière à assurer à l'ouvrier un jour de congé complet de temps à autre et de le lui assurer de préférence le dimanche, par exemple toutes les deux, trois ou quatre semaines.

Pour les entreprises soumises au régime de la loi du 15 juin 1896, le règlement d'atelier indiquera les conditions du congé arrêté par le Gouvernement.

Les ouvriers ont intérêt à connaître ces conditions.

ART. 4. — Les arrêtés royaux disposent :

a) Par voie de mesure générale concernant chaque genre de travail pour lequel une exception permanente est justifiée ;

b) Par voie de mesure particulière concernant chaque genre de travail pour lequel une exception temporaire est sollicitée par l'intéressé.

Il importe de noter la différence entre les dispenses permanentes et les dispenses temporaires.

La procédure à suivre pour leur octroi est différente.

ART. 5. — Dans le premier cas, le Roi prend l'avis :

1° Des sections compétentes des Conseils de l'industrie et du travail ;

2° Des Délégations permanentes des conseils provinciaux ;

3° Du Conseil supérieur d'hygiène publique ;

4° Du Conseil supérieur du travail.

Dans le second cas, Il prend l'avis de la Délégation permanente.

Chaque fois qu'une exception est sollicitée à raison de circonstances locales, le Roi prend en outre l'avis du conseil communal.

Le pouvoir accordé au Gouvernement étant considérable, il importe d'en entourer l'exercice de certaines garanties efficaces, tant pour aider le Gouvernement à porter cette grande responsabilité que pour mettre les intérêts de l'industrie et du commerce sous la protection des corps constitués qui les représentent plus particulièrement.

Le texte de cet article se poursuit ainsi :

« Lorsque l'intéressé le réclame, les groupes professionnels dont il fait partie sont entendus. »

Cette disposition présente ce grand avantage que le Gouvernement pourra entendre ceux qui ont des intérêts directs dans la solution qui inter-

viendra. Elle permettra au Gouvernement d'ouvrir une consultation dans une branche déterminée du commerce ou de l'industrie. Il pourra ainsi s'éclairer au sujet de la nécessité d'accorder la dispense ou de la refuser.

Les intéressés eux-mêmes pourront pour ainsi dire provoquer la décision, car s'il résulte de la consultation que le congé du dimanche est possible et que la demande de dispense n'émane que d'une infime minorité, la loi aura armé le Gouvernement pour empêcher que quelques individualités isolées privent les ouvriers du repos du dimanche, comme elles parviennent à le faire sous le régime actuel.

« Les divers collèges transmettent leur avis dans les deux mois de la demande qui leur en est faite, à défaut de quoi il est passé outre. »

L'inaction ou la négligence des corps consultés ne peut arrêter outre mesure l'action du Gouvernement, ni paralyser l'administration.

« Le Gouvernement peut en tout temps, soit d'office, soit à la demande d'un des collèges intéressés dont l'avis est réclamé, provoquer une nouvelle consultation des collèges intéressés et réserver ou modifier l'autorisation accordée. »

Les circonstances pouvant changer, les corps consultés doivent pouvoir signaler au Gouvernement les modifications qu'ils jugent utiles de voir introduire dans les règlements. Le Gouvernement, de son côté, doit avoir pleine liberté de prendre l'initiative de toute mesure de ce genre.

Art. 6. — « Les délégués du Gouvernement pour l'inspection du travail surveillent l'exécution des dispositions qui précèdent. A cet effet, ils ont libre entrée partout où s'exécute un travail soumis au régime de la présente loi. »

Il semble que les inspecteurs du travail sont tout indiqués pour être spécialement chargés de cette surveillance. Seulement, la disposition n'exclut nullement la compétence des officiers de police ordinaire, et la preuve des infractions peut se faire comme en matière pénale ordinaire.

Les articles 7 à 10 règlent les pénalités que doivent encourir ceux qui contreviennent à la loi.

Les pénalités énoncées dans une des propositions de loi lui paraissant exagérées, la Commission a gradué les peines d'après l'importance de l'infraction et le nombre d'ouvriers employés en contravention à la loi. Elle établit trois catégories : 1^o Si le nombre de personnes employées ne dépasse pas dix ; 2^o si ce nombre ne dépasse pas cent ; 3^o s'il y en a davantage.

La Commission ne peut admettre la disposition qui rendrait le patron responsable des peines encourues par son préposé. Le patron est civilement responsable des actes de son préposé ; il ne l'est pas pénalement.

De deux choses l'une, ou il a commandé l'infraction : dans ce cas il est personnellement punissable ; ou il ne l'a pas commandée : dans ce cas il est injuste de le punir.

La disposition ainsi arrêtée est conforme à la théorie du droit pénal ; il est vrai que plusieurs lois récentes en ont autrement ordonné, mais cela a donné lieu à des injustices.

L'article 8 règle les conditions dans lesquelles il y a récidive.

L'article 9 prononce des peines contre les père, mère ou tuteur qui auront fait ou laissé travailler leur enfant ou pupille mineur contrairement aux prescriptions de la loi. Cette disposition n'abroge pas les peines prononcées du chef des contraventions à la loi sur le travail des enfants; elle vise les contraventions qui ne tomberont pas sous les dispositions de de cette loi.

L'article 10 rend applicable à ces infractions l'article 85 du Code pénal relatif aux circonstances atténuantes.

L'article 11 statue que la loi deviendra obligatoire un an après sa promulgation.

Ce délai est indispensable au Gouvernement pour qu'il puisse préparer les arrêtés d'exécution et aux chefs d'entreprises pour prendre les dispositions nécessaires en vue d'observer la loi.

Tous les trois ans, le Gouvernement fera rapport aux Chambres sur l'exécution et les effets de la loi.

Le pouvoir de délégation attribué au Gouvernement étant important, il est juste qu'il rende compte aux Chambres de l'usage qu'il en fait. Il est bon aussi que l'opinion publique soit éclairée sur les effets de la loi, et il est utile pour les chefs d'entreprise de connaître la manière dont la loi est exécutée. Bien souvent ils trouveront dans ce rapport des indications utiles et des exemples à suivre.

La proposition de loi a été votée à l'unanimité moins une abstention.

Le membre qui s'est abstenu a déclaré qu'il était sympathique au principe consacré par l'article 1^{er}, mais il a exprimé le regret que la majorité ait cru devoir écarter l'amendement présenté par lui dont il est question ci-dessus.

Le Président-Rapporteur,

F. VAN CAUWENBERGH.



TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION

LOI

**interdisant de faire travailler
le dimanche.**

ARTICLE PREMIER.

Il est interdit à tout chef d'entreprise de faire travailler plus de six jours par semaine des personnes autres que les membres de sa famille habitant avec lui et ses domestiques ou gens de la maison.

Le jour du congé hebdomadaire est le dimanche.

ART. 2.

Cette défense ne s'applique pas aux travaux urgents commandés par un cas de force majeure ou de nécessité sortant des prévisions normales de l'entreprise, si le chef de l'entreprise en informe dans les vingt-quatre heures l'inspecteur du travail ou le bourgmestre.

ART. 3.

Un arrêté royal peut régler autrement les conditions du congé hebdomadaire :

1° Pour les entreprises qui, soit par leur nature, soit pour des motifs d'utilité publique, comportent habituellement un travail partiel ou continu pendant la journée du dimanche;

2° Si des circonstances locales ou autres l'exigent.

Pour les entreprises soumises au régime de la loi du 15 juin 1896, le règlement d'atelier indiquera les conditions de ce congé.

ART. 4.

Les arrêtés royaux disposent : a) Par

WET

**verbiedende op Zondag te doen
arbeiden.**

EERSTE ARTIKEL.

Het is aan elk hoofd van onderneming verboden, andere personen dan de bij hem inwonende leden zijner familie en zijne dienstboden of huisgenooten meer dan zes dagen in de week te doen arbeiden.

De wekelijksche verlofdag is de Zondag.

ART. 2.

Dit verbod is niet van toepassing op dringende werkzaamheden, vereischt door een geval van overmacht of nooddwang, welke de gewone gang der onderneming niet deed voorzien, indien het hoofd der onderneming daarvan, binnen vier en twintig uren, kennis geeft aan den inspecteur van den arbeid of aan den burgemeester.

ART. 3.

Een koninklijk besluit kan de voorwaarden van het wekelijksch verlof anders regelen :

1° Voor de ondernemingen die, hetzij door haren aard, hetzij om redenen van openbaar nut, gewoonlijk een gedeeltelijken of onafgebroken arbeid op Zondag vorderen.

2° Indien plaatselijke of andere omstandigheden het eischen.

Voor de ondernemingen die vallen onder toepassing der wet van 15 Juni 1896, bepaalt het werkplaatsreglement de voorwaarden van dat verlof.

ART. 4.

De koninklijke besluiten beschikken :

voie de mesure générale, concernant chaque genre de travail pour lequel une exception permanente est justifiée ; b) Par voie de mesure particulière concernant chaque genre de travail pour lequel une exception temporaire est demandée par l'intéressé.

ART. 5.

Dans le premier cas, le Roi prend l'avis :

1° Des sections compétentes des Conseils de l'industrie et du travail ;

2° Des Députations permanentes des Conseils provinciaux ;

3° Du Conseil supérieur d'hygiène publique.

4° Du Conseil supérieur du travail.

Dans le second cas, il prend l'avis de la Députation permanente.

Chaque fois qu'une exception est sollicitée à raison de circonstances locales, la Députation permanente entendue prend l'avis du conseil communal.

Lorsque l'intéressé le réclame, les groupes professionnels dont il fait partie sont entendus.

Ces divers collèges transmettent leur avis dans les deux mois de la demande qui leur en est faite, à défaut de quoi il est passé outre.

Le Gouvernement peut en tout temps, soit d'office, soit à la demande d'un des collèges dont l'avis est réclamé, provoquer une nouvelle consultation des collèges intéressés, et retirer ou modifier l'autorisation accordée.

ART. 6.

Les délégués du Gouvernement pour l'inspection du travail surveillent l'exécution des dispositions qui précèdent. A cet effet, ils ont libre entrée partout où s'exécute un travail soumis au régime de la présente loi.

a) Bij algemeenen maatregel, ten aanzien van elke soort arbeid waarvoor eene voortdurende uitzondering gerechtvaardigd is ; b) Bij afzonderlijken maatregel, ten aanzien van elke soort arbeid waarvoor eene tijdelijke uitzondering door den belanghebbende wordt aangevraagd.

ART. 5.

In het eerste geval, vraagt de Koning het advies :

1° Van de bevoegde afdeelingen der Raden van Nijverheid en Arbeid ;

2° Van de Bestendige Deputatiën der Provinciale Raden ;

3° Van den Hooger Raad voor openbare gezondheid.

4° Van den Hooger Arbeidsraad.

In het tweede geval, vraagt Hij het advies van de Bestendige Deputatie.

Telkens wanneer eene uitzondering wordt aangevraagd op grond van plaatselijke omstandigheden, wint de geraadpleegde Bestendige Deputatie het advies van den gemeenteraad in.

Wanneer de belanghebbende het verlangt, worden de beroepsgroepen, waarvan hij deel uitmaakt, gehoord.

Deze verschillende collegiën brengen hun advies uit binnen twee maanden na het hun daartoe gedane verzoek ; bij gebreke daarvan, wordt er buiten hen om beslist.

Te allen tijde kan de Regeering, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van één der collegiën waarvan het advies moet worden gevraagd, opnieuw de belanghebbende collegiën raadplegen en de verleende machtiging intrekken of wijzigen.

ART. 6.

De afgevaardigden der Regeering voor het toezicht over den arbeid houden het oog op de uitvoering van de voorgaande bepalingen. Te dien einde hebben zij vrijen toegang overal waar een bij deze wet bedoelde arbeid wordt verricht.

ART. 7.

Les chefs d'entreprise ou leurs préposés qui auront contrevenu aux prescriptions de la présente loi et des arrêtés relatifs à son exécution seront punis :

D'une amende de 26 francs à 100 francs, si le nombre des personnes employées en contravention à la loi ou aux arrêtés ne dépasse pas dix ;

D'une amende de 101 francs à 1,000 francs si le nombre de ces personnes ne dépasse pas cent ;

D'une amende de 1,001 francs à 5,000 francs, s'il y en a davantage.

ART. 8.

Il y aura récidive punissable dès qu'une infraction nouvelle à charge d'une personne condamnée déjà pour contravention à la présente loi, sera constaté dans un délai de cinq ans à partir de la première condamnation.

ART. 9.

Seront punis d'une amende de 1 franc à 25 francs les père, mère ou tuteur qui auront fait ou laissé travailler leur enfant ou pupille mineur contrairement aux prescriptions de la présente loi.

ART. 10.

L'article 85 du Code pénal sera applicable aux infractions prévues par l'article 7.

ART. 11.

La présente loi entrera en vigueur un an après sa promulgation.

Tous les trois ans, le Gouvernement fera rapport aux Chambres sur l'exécution et les effets de la loi.

ART. 7.

De hoofden van ondernemingen of hunne gelastigden, die de bepalingen van deze wet en de voorschriften van de besluiten betreffende hare uitvoering overtreden, worden gestraft :

Met eene boete van 26 tot 100 frank, indien het getal der in strijd met de wet of met de besluiten gebezigde personen, tien niet overtreft ;

Met eene boete van 101 tot 1,000 frank, indien het getal dier personen honderd niet overtreft ;

Met eene boete van 1,001 tot 5,000 fr., indien er meer zijn.

ART. 8.

Er bestaat strafbare herhaling, zoodra een nieuw misdrijf ten laste van een persoon, die reeds is gestraft wegens overtreding van deze wet, wordt vastgesteld binnen een tijdsverloop van vijf jaren na de eerste veroordeeling.

ART. 9.

De vader, moeder of voogd, die hun minderjarig kind of pleegkind in strijd met de voorschriften van deze wet doen of laten arbeiden, worden gestraft met eene boete van 1 tot 25 frank.

ART. 10.

Artikel 85 van het Strafwetboek is van toepassing op de overtredingen voorzien bij artikel 7.

ART. 11.

Deze wet treedt in werking één jaar na hare afkondiging.

Om de drie jaren, doet de Regeering aan de Kamers verslag over de uitvoering en de gevolgen der wet.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 APRIL 1904.

I. — Voorstel tot wet op de Zondagsrust.

II. — Wetsvoorstel tot het instellen van de wekelijksche rust ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VAN CAUWENBERGH.

MIJNE HEEREN,

In de vergadering van 26 November 1903, werd door de heeren Destrée, Cavrot, Bertrand, Anseele, Terwagne en Vandervelde een wetsvoorstel tot het instellen van de wekelijksche rust en door de heeren Helleputte, Levie, Verhaegen, Desmairès, de Broqueville en de Ghellinck d'Elseghem een voorstel tot wet op de Zondagsrust ingediend. Beide voorstellen werden naar eene bijzondere commissie verwezen.

Zij hebben hetzelfde doel : den arbeid van den volwassen werkmán beperken door hem iedere week een rustdag te verzekeren, en beide voorstellen achten het noodig dien rustdag te stellen op den Zondag.

De voorstellers gaan uit van het voorloopig ontwerp van wet op de wekelijksche rust, den 22^e April 1902 goedgekeurd door den Hoogeren Arbeidsraad, en nemen ettelijke van dezès bepalingen over.

Sedert lang is het vraagstuk van het Zondagswerk in België opgeworpen. Ten gevolge van het onderzoek naar den toestand der arbeidende klassen en naar den arbeid van kinderen, in 1845 ingesteld, bracht de daarmede belaste Commissie deze conclusie uit : « Het is niet voldoende den duur van den dagelijken arbeid te verminderen voor kinderen, men moet hun daarenboven iedere week een rustdag voorbehouden. » Door de wetten van alle andere landen, zonder uitzondering, werden jonge arbeiders ontslagen

(1) Wetsvoorstellen, n^o 14 en 15.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer VAN CAUWENBERGH, bestond uit de heeren CARTON DE WIART, DE LANTSHEERE, MABILLE, VANDEWALLE, VANDERVELDE.

van werk op Zon- en feestdagen. Waarom zou dat niet in ons land het geval zijn ?

De wet van 15 December 1889, de eerste wet tot arbeidsregeling in ons land, verzekert aan vrouwen en kinderen een rustdag per week, in de gewone nijverheid, en een dag op veertien in nijverheidstakken die uit hunnen aard onafgebroken voortwerkend zijn, benevens den noodigen tijd om eenmaal per week hunne godsdienstplichten te vervullen.

Er kwam, anderzijds, eene vereeniging voor de Zondagsrust tot stand en de openbare denkwijze werd gewonnen voor dien maatregel.

Door het Ministerie van Nijverheid en Arbeid werd een uitgebreid onderzoek ingesteld naar het Zondagswerk.

De uitslag daarvan staat vermeld in vijf boekdeelen.

Er werd een onderzoek ingesteld naar de nijverheidsgestichten (deelen I en II), naar de mijnen, graverijen en groeven (deel III). Deel IV bevat de raadpleging der Raden van nijverheid en arbeid, het onderzoek in groote magazijnen en de raadpleging der Vereeniging voor Zondagsrust in België. Deel V bevat de wetgeving in vreemde landen, Duitschland, Oostenrijk, Zwitserland, Engeland.

De uitslagen van dit onderzoek bewijzen dat Zondagsrust mogelijk is, behalve de uitzonderingen voortspruitende uit den aard zelven der nijverheid, het openbaar nut, de gevallen van volstrekte noodzakelijkheid, de plaatselijke of andere omstandigheden.

Menige poging werd gedaan om Zondagsrust in te stellen, doch de goede wil en de overeenstemming van 't meerendeel der nijveraars leden schipbreuk, ten gevolge van de tegenkanting van sommige personen.

Al de middelen, aangewend om het eens te worden, mislukten. Is het wezenlijk nuttig en noodzakelijk den werkman een rust- of verlofdag per week te gunnen, zoo moet de wetgever tusschenbeide komen, om den werkman deze weldaad te bezorgen.

Heeft de wetgever het recht om den arbeid van den volwassen werkman, hetzij bij dag, hetzij bij nacht, te beperken wat betreft het getal werkdagen per week ?

Dat was de eerste vraag, die uwe Commissie had op te lossen.

En uit de wetgever zich in bevestigenden zin, mag dan de door hem bepaalde wekelijksche verlofdag gesteld worden op den Zondag ? Met andere woorden, verhindert artikel 15 der Grondwet dat de wetgever, besluitend dat de volwassen werkman een verlofdag per week moet hebben, voor dien verlofdag den Zondag bepaalt ?

Dat is de tweede vraag.

Zijn er, ten slotte, redenen van huishoudkundigen aard of in 't belang van den handel, waarom het beginsel van een rustdag per week niet in de wet behoort te worden opgenomen.

Dat is de derde op te lossen vraag.

I

Heeft de wetgever bevoegdheid om te beslissen dat het over 't algemeen verboden is een werkman meer dan zes dagen per week te doen arbeiden ?

Onze gansche sociale wetgeving strekt om 's werkmans zwakheid te beschermen.

De vrijheid der overeenkomsten moet, ja, geëerbiedigd worden, met dien verstande dat beide overeenkomende partijen gelijkelijk vrij zijn. Tusschen het hoofd der onderneming of werkgever en zijn werkman of bediende, bestaat evenwel geene gelijkheid : de een bezit het middel om zijn wil op te dringen, de ander moet er zich aan onderwerpen, wil hij niet het middel verbeuren om zijn brood te verdienen. Derhalve moet men — en dat doen de door het Belgisch Parlement aangenomen sociale wetten, inzonderheid de wet op de arbeidsovereenkomst — den werkman beschermen tegen mogelijk misbruik van gezag vanwege den patroon; men moet hem insgelijks beschermen tegen het misbruik dat hij door overdreven arbeid zou kunnen maken van zijne krachten; men moet, eindelijk, ook zijne waardigheid als mensch ontzien, hem veroorloven nu en dan zijn zwaar werk te staken, opdat hij zich kan bezighouden met zichzelf, met zijn gezin, met zijne belangen, en niet toelaten dat hij tot wezenlijke slavernij worde gedoemd.

De tusschenkomst van den wetgever is hier evenzeer gewettigd als al de beschermingsmaatregelen, genomen bij vroegere wetten.

In België is dat noodzakelijk en betrekkelijk gemakkelijk, omdat wij er ons in mogen verheugen, dat doorgaans des Zondags alle arbeid wordt gestaakt.

Derhalve zal de wet grootendeels een feitelijken toestand bekrachtigen en velen nijveraars, die hunne werklieden vrij willen laten en slechts door de weigering van enkelen hunner mededingers geen gevolg kunnen geven aan hun verlangen, de werkschorsing mogelijk maken.

II

Kan de wetgever het getal wekelijksche werkdagen beperken en beslissen dat den werkman een wekelijksche rustdag moet worden geschonken, zoo moet het dezelfde dag voor allen wezen. Dus mag en moet de wetgever dien dag aanduiden : moest de wet bepalen dat de wekelijksche verlofdag de Maandag of de Dinsdag is, niemand zou kunnen zeggen dat het in strijd met de Grondwet is.

En daarom ook wordt te vergeefs de vraag gesteld waarom het ongrondwettelijk zou wezen den Zondag bij de wet te bepalen. Verbiedt men den zevenden dag te werken, en beslist men dat de Zondag de zevende dag zal wezen, zoo verplicht men niet den werkman deel te nemen aan de uitoefening van een eeredienst en dezes rustdagen na te leven. De wet verbiedt dat er den werkman overdreven arbeid wordt opgelegd, ziedaar alles, en verkiest zij voor den verlofdag een Zondag in plaats van een anderen dag, dan is't omdat sedert eeuwen de Zondag een rustdag is, dat de scholen des Zondags zijn gesloten, dat sommige akten van rechtspleging ongeldig zijn, zoo zij des Zondags worden gesteld, dat de werkman zich dien dag in den schoot van zijn gezin bevindt, dat het noodig is hem verlof te geven wanneer iedereen vrijaf heeft.

De Zondag is, ja, een dag door alle christelijke belijdenissen aan den eeredienst gewijd; en veroorlooft men den christelijken werkman, zoohij het verlangt, deel te nemen aan de plechtigheden van zijn eeredienst, verzekert men hem zoodoende niet eene eerbiedwaardige vrijheid?

De grondwetgever van 1830 beoogde vooral de vrijheid van alle burgers te waarborgen voor het uitoefenen van den eeredienst. Daaraan alleen dacht hij. Waren de mannen van 1830, met de edelaardige denkbeelden die hen kenmerkten, aangezocht geworden om sociale wetten te maken, ongetwijfeld zouden zij zich verzet hebben tegen elke gedachte strekkende om, enkel en alleen dewijl de Zondag de rustdag voor sommige eerediensten is, te verbieden den arbeidersverlofdag op dien dag te bepalen.

Het wetsvoorstel verbiedt overigens niet op Zondag te werken, maar wel anderen te doen werken. Dit onderscheid is hoogst belangrijk.

III

Zal het verbod om des Zondags te doen werken niet schadelijk zijn voor 's lands huishoudkundig belang?

Gemakkelijk is die vraag te beantwoorden: Zondagsrust is verplicht in vele landen, waaronder Engeland en de Vereenigde-Staten, en deze zijn wel de twee welvarendste landen der gansche wereld.

In andere landen, Zwitserland en Oostenrijk, had de verplichte rust op den zevenden dag evenmin noodlottige gevolgen voor den voorspoed van nijverheid en handel.

't Is billijk dat de arbeider zich niet overwerkt; dat er een zelfde algemeene rustdag bestaat, want de arbeid neemt grootere vlucht, hij brengt meer op na zekeren stilstand. Waarom zou België meer in zijne belangen gekrenkt zijn dan andere landen? Men mag zeggen dat het er niet door zal lijden, vermits op den zevenden dag vrij algemeen wordt gerust.

Eenparig stemde uwe Commissie in met de beginselen der wetsvoorstellen. Een lid maakte voorbehoud over de maatregelen van toepassing.

Hij vraagt dat er geen verlofdag in de wet worde bepaald en dat dit aan de belanghebbenden worde overgelaten.

In dien zin stelt hij onderstaanden tekst voor:

« Meester en werkman kunnen elkander verstaan om in volle vrijheid den wekelijkschen rustdag te bepalen.

» De overeenkomst, geldig tot 31 December, moet ieder jaar worden gesloten in de eerste helft van Januari of binnen veertien dagen na de aanvaarding van den werkman, zoo hij in den loop des jaars in dienst treedt. Zonder overeenkomst is de verlofdag de Zondag. »

Dit voorstel werd gedaan toen uwe Commissie reeds had gestemd over het aannemen van den Zondag als verlofdag. Zij meende op hare stemming niet te moeten terugkomen.

Levert bovenstaand voorstel dit voordeel op, dat het alle voorwendsel wegneemt voor het verwijt van strijdigheid met de Grondwet, toch heeft het dit bezwaar dat de werkman over 't algemeen niet vrij zal zijn in zijne

keus en dat de meester de macht zal hebben hem zijn wil op te dringen. Is de gekozen dag niet dezelfde voor alle arbeiders, dan levert hun verlofdag niet hetzelfde nut of dezelfde voordeelen op voor allen.

* * *

Israëlitische nijveraars vragen dat de rustdag voor hunne geloofsgenooten zou worden gesteld op Zaterdag.

Het in Nederland overgelegd ontwerp van wet op de Zondagsrust veroorlooft hun wier eeredienst den Zondag niet als rustdag aanneemt, daartoe den dag te kiezen, door hun eeredienst geheiligd.

Dat kunnen wij niet doen in België, omdat het in onze bedoeling niet ligt eene confessioneele wet te maken.

Doch een artikel van het wetsvoorstel veroorlooft de Regeering het wekelijksch verlof anders te regelen, indien plaatselijke of andere omstandigheden het eischen.

De Commissie zou er geen bezwaar hoegenaamd in vinden, zoo de Regeering, om zulke eerbiedwaardige redenen als gewetensvrijheid, een verzoek toestond, in dien zin gedaan voor zekere bepaalde werkplaatsen.

* * *

Nadat uwe Commissie de twee wetsvoorstellen had onderzocht en dit van den Hooger Raad van arbeid overzien, stelde zij een nieuw ontwerp op, dat wij de eer hebben hieronder te ontleiden.

De Commissie is van oordeel dat de titel der wet moet luiden :

Wet verbiedende op Zondag te doen arbeiden.

EERSTE ARTIKEL. — Het eerste artikel verbiedt aan elk hoofd van onderneming andere personen dan de bij hem inwonende leden zijner familie en zijne dienstboden of huisgenooten meer dan zes dagen in de week te doen arbeiden. De wekelijksche verlofdag is de Zondag.

Dus verbiedt het wetsvoorstel niet, dat er op Zondag wordt gearbeid, het verbiedt niet dat men zijne magazijnen openhoudt, maar enkel dat het hoofd der onderneming zijne werklieden of beambten op dien dag doet werken.

Er wordt uitdrukkelijk eene uitzondering gemaakt voor dienstboden of huisgenooten.

Door dienstboden of huisgenooten verstaat men diegenen uit hoofde van wier betrekking personeele belasting wordt betaald, of diegenen die zijn gelijkgesteld met dienstbaren, door de wet uitdrukkelijk ontslagen van belasting (wet van 28 Juni 1822, art. 35 en volg.). Dus zijn het die welke behooren tot den staat of hetgevolg der personen of familiën en door haarzijn aangesteld in bestendigen dienst of in zake van huishouden, zonder te onderscheiden of zij, al dan niet, bij hunne meesters inwonen, in het huis of elders voeding genieten; het zijn ook de dienstboden die in daghuur werken, hunne eigene woning hebben en verscheidene personen en familiën dienen, welke afzonderlijk wonen.

Het verbod om te doen werken geldt voor de betaalde werklieden, meestergasten, handelsbedienden, magazijnhouders, personeel voor den verkoop in magazijnen, kortom alle werkers in nijverheids-, handels-, landbouw en financieondernemingen.

Dat is het algemeen beginsel. Daarop worden nog, al uitzonderingen gemaakt.

ART. 2. — Het verbod op Zondag te doen arbeiden, is niet van toepassing op dringende werkzaamheden, vereischt door een geval van overmacht of nooddwang, welke de gewone gang der onderneming niet deed voorzien, indien het hoofd der onderneming daarvan, binnen vier en twintig uren, kennis geeft aan den inspecteur van den arbeid of aan den burgemeester.

In de omstandigheden, bij dit artikel opgesomd, is het werk dringend, en mag het hoofd der onderneming niet verplicht worden de uitvoering te vertragen om eene ontslaging te bekomen. Hij zelf moet oordeelen of het noodig is te doen arbeiden op den zevenden dag.

Er zou slechts wetsovertreding bestaan in geval de vooruitgezette voorwendsels om op den verlofdag te doen arbeiden waren uitgedacht om inbreuk te maken op dewet.

Om zekere bewaking te veroorloven, moet het hoofd der onderneming binnen 24 uren den arbeidsopziener verwittigen; bij voorkeur wendt hij zich tot dien ambtenaar, indien de onderneming onder zijn toezicht staat. In elk geval mag hij zich wenden tot den burgemeester of dezes afgevaardigde.

ART. 3. — Een koninklijk besluit kan de voorwaarden van het wekelijksch verlof anders regelen : 1° Voor de ondernemingen die, hetzij door haren aard, hetzij om redenen van openbaar nut, gewoonlijk een gedeeltelijken of onafgebroken arbeid op Zondag vorderen.

2° Indien plaatselijke of andere omstandigheden het eischen.

De wet zelve kan die uitzonderingen niet regelen, daar de gevallen van noodzakelijkheid in 't oneindige kunnen verschillen.

De machtiging, aan de uitvoerende macht gegeven, is gewichtig, doch wordt getemperd door de verplichting om verscheidene overheden te raadplegen.

De Commissie stelt u voor om den Koning te laten oordeelen over de gevallen van ontheffing, doch wilde niet haar gevoelen verzwijgen over zekere soorten van ondernemingen.

De drukpers. — Er werden pogingen aangewend om op Zondag verlof te doen geven aan de letterzetters; het meerendeel der dagbladen stemden in met dat denkbeeld; heel weinige waren er tegen, en zoo belette mededinging alleen dat het denkbeeld zonder dwang werd verwezenlijkt. Dit feit alleen bewijst dat kantoorwerk voor het dagblad des Zondags niet noodzakelijk is. Doch bestelling en verkoop van dagbladen kan, zelfs zeggen wij moet des Zondags worden veroorloofd.

Het blad wordt gewoonlijk des nachts gedrukt en verzonden. Een ieder

zal, evenals nu, zijn blad den Zondag ochtend ontvangen; het maandag-nummer wordt gewoonlijk reeds grootendeels des Zaterdags klaar gemaakt; men kan het den Maandag heel vroeg aanvullen en verzenden met de eerste treinen, zoo het blad dien dag verschijnen wil, en de abonneenten krijgen het met twee of drie uren vertraging. 't Is te hopen dat zij dit gering bezwaar voor lief zullen nemen, omdat het deze groote verdienste zou hebben dat het honderden letterzetters evenals anderen burgers des Zondags verlof zou geven.

Vervoermiddelen. — Voor het vervoer van reizigers moet er algemeene ontheffing zijn. Dat is een dienst die, uit hoofde van openbaar nut, niet kan onderbroken worden, zoomin voor Staatsspoorweg als voor vergunde lijnen, buurtspoorwegen, tramwegen of huurrijtuigen, stoombooten, kortom alle vervoermiddelen.

Goederen zouden slechts mogen worden vervoerd voor zooveel het volstrekt noodig is.

Het verlof voor het personeel kan worden geregeld bij algemeene verordening, van toepassing op Staatsspoorweg, en zonder bezwaar is het aan te nemen dat het personeel van vergunde spoorwegen, van buurtspoorwegen en tramwegen onderworpen wordt aan een reglement als ditgene dat de Regeering zou toepassen op hare spoorwegen.

Voor de binnenscheepvaart kan men toegevend zijn, vooral op vaarten waar belemmering aan de sluizen ontstaat.

Lossen en laden van goederen die beschadigd kunnen worden, dient men toe te laten.

Voeding. — Voor nijverheid en handel van voedingstoffen moet er ruimschoots vrijheid worden gelaten. Het moet veroorloofd zijn des Zondags te doen werken in gasthoven, gaarkeukens, koffiehuizen, herbergen, taveernen, te vervaardigen wat den dag zelve dient verkocht te worden, alsook brood, vleesch, groenten, allerlei voedingswaren te verkoopen.

De Regeering kan veroorloven dat men, in winkels waar werklieden en buitenlieden om voorraad komen en hunne aankopen in de week niet kunnen doen, op zekere uren een zeker getal beambten doet werken.

Uit hoofde van plaatselijke omstandigheden, mag zij toelaten dat er wordt gewerkt voor den afzet van goederen, des Zondags in magazijnen of op sommige markten, daar waar dit gebruik bestaat; zij mag het veroorloven in magazijnen waar op zekere Zondagen toevloed van koopers is, bij voorbeeld in badsteden, tijdens het seizoen, in steden en gemeenten op zekere plaatselijke feestdagen.

Het verbod is evenmin van toepassing op arbeid, vereischt voor openbare feesten, schouwburgen, foorvermakelijkheden en openbare uitspanningen, zooals men gewoon is op Zondagen in te richten.

In de nijverheid moet de arbeid worden toegelaten wanneer het werk in geen geval kan onderbroken worden, omdat het noodig is de toestellen tot voortbrenging volstrekt regelmatig aan den gang te houden.

Hoogovens en glasblazerijen moeten, in de eerste plaats, onder zulke ondernemingen worden genoemd.

Andere nijverheidstakken vergen op Zondag slechts weinige verrichtingen, andere nog vergen soms arbeid wanneer de aangevangen verrichting niet kan afgebroken worden, andere, eindelijk, eischen toezicht en bewaking.

De Regeering zal naar omstandigheden algemeene of gedeeltelijke ontheffing hebben toe te staan.

Voor gansch of gedeeltelijk ontslagen ondernemingen moet zij de voorwaarden van het wekelijksch verlof regelen.

Moet de werkman den ganschen Zondag werken, dan moet hij in de week een volledigen verlofdag hebben ; heeft hij slechts een gedeelte van den dag gewerkt, zoo krijgt hij ook in de week slechts gedeeltelijk verlof. Doch het zal, in dat geval, nuttig wezen het wekelijksch verlof derwijze te regelen dat de werkman nu en dan een volkomen verlofdag geniet, en wel bij voorkeur op Zondag, bij voorbeeld om de twee, drie of vier weken.

Voor de ondernemingen die vallen onder toepassing der wet van 15 Juni 1896, zal het werkplaatsreglement de voorwaarden van dat verlof bepalen.

Voor de arbeiders is het van belang dat zij die voorwaarden kennen.

Art. 4. — De koninklijke besluiten beschikken :

a) Bij algemeenen maatregel, ten aanzien van elke soort arbeid waarvoor eene voortdurende uitzondering gerechtvaardigd is ;

b) Bij afzonderlijken maatregel, ten aanzien van elke soort arbeid waarvoor eene tijdelijke uitzondering door den belanghebbende wordt aangevraagd.

Men dient het verschil op te merken tusschen bestendige en tijdelijke ontheffing.

Zij wordt op verschillende wijze toegestaan.

Art. 5. — In het eerste geval, vraagt de Koning het advies :

1° Van de bevoegde afdeelingen der Raden van Nijverheid en Arbeid ;

2° Van de Bestendige Deputatiën der Provinciale Raden ;

3° Van den Hoogereren Raad voor openbare gezondheid ;

4° Van den Hoogereren Raad van arbeid.

In het tweede geval, vraagt Hij het advies van de Bestendige Deputatie.

Telkens wanneer eene uitzondering wordt aangevraagd op grond van plaatselijke omstandigheden, wint de Koning daarenboven het advies van den gemeenteraad in.

Daar de macht, aan de Regeering verleend, aanzienlijk is, moet zij mits zekere doelmatige waarborgen worden uitgeoefend, zoo om met de Regeering een deel van die groote verantwoordelijkheid te dragen als om de belangen van nijverheid en koophandel te doen beschermen door de aangestelde korpsen, die ze meer bepaald vertegenwoordigen.

Verder luidt dit artikel aldus :

« Wanneer de belanghebbende het verlangt, worden de beroepsgroepen, waarvan hij deel uitmaakt, gehoord. »

Deze bepaling levert dit groot voordeel op, dat de Regeering diegenen

kan hooren welke rechtstreeksche belangen hebben bij de aan te nemen oplossing. Dit zal de Regeering veroorloven te raadplegen in een bepaalden tak van nijverheid of koophandel. Zij zal aldus kunnen oordeelen of het noodig is ontheffing te verleenen of te weigeren.

De belanghebbenden zelven kunnen als 't ware de beslissing uitlokken, want, zoo het blijkt uit de raadpleging dat de Zondagsrust mogelijk is, en dat de vraag om ontheffing slechts uitgaat van eene onbededuidende minderheid, zoo is de Regeering door de wet gewapend om te verhinderen dat afzonderlijke personen de werklieden berooven van de Zondagsrust, zooals hun dit met het bestaande stelsel gelukt.

« De verschillende collegiën brengen hun advies uit binnen twee maanden na het hun daartoe gedane verzoek ; bij gebreke daarvan, wordt er buiten hen om beslist. »

Werkeloosheid of nalatigheid van de aangestelde korpsen mag de werking der Regeering niet buitenmate verhinderen, noch het bestuur verlammen.

« Te allen tijde kan de Regeering, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van één der collegiën waarvan het advies moet worden gevraagd, opnieuw de belanghebbende collegiën raadplegen en de verleende machtiging intrekken of wijzigen. »

De omstandigheden kunnen veranderen, de geraadpleegde korpsen moeten in staat zijn om de Regeering aan te toonen welke wijzigingen zij nuttig achten aan de verordeningen toe te brengen. Harerzijds, moet het de Regeering volkomen vrijstaan om uit eigen beweging alle maatregelen van dien aard te nemen.

ART. 6. — « De afgevaardigden der Regeering voor het toezicht over den arbeid houden het oog op de uitvoering van de voorgaande bepalingen. Te dien einde hebben zij vrijen toegang overal waar een bij deze wet bedoelde arbeid wordt verricht. »

De arbeidsopzieners schijnen vanzelf aangeduid om inzonderheid te worden belast met dat toezicht. Doch de bepaling sluit geenszins de bevoegdheid uit van de ambtenaren der gewone politie, en het bewijs van overtredingen mag worden geleverd evenals in gewone strafzaken.

De artikelen 7 tot 10 regelen de straffen die den overtreders der wet opgelegd worden.

De straffen, vermeld in een der wetsvoorstellen, schenen overdreven ; de Commissie regelde de straffen naar het beduidende der overtreding, en het getal wederrechtelijk aan 't werk gestelde arbeiders. Zij rangschikt ze in drie klassen : 1^o Zoo het getal dier personen niet meer dan tien bedraagt ; 2^o zoo het niet meer dan honderd bedraagt ; 3^o zoo hun getal daarboven gaat.

De Commissie kan zich niet vereenigen met de bepaling volgens welke de meester verantwoordelijk zou zijn voor de straffen die zijn gelastigde treffen. Burgerrechtelijk doch niet strafrechtelijk is de meester aansprakelijk voor daden van zijn gelastigde.

Of hij gaf bevel tot de overtreding, en dan is hij persoonlijk strafbaar, of hij deed het niet, en dan ware 't onrechtvaardig hem te straffen.

De aldus vastgestelde bepaling komt overeen met het leerstelsel van het strafrecht; wel is waar, werd daar anders over beslist, door verscheidene van de jongste wetten doch het gaf aanleiding tot onrechtvaardigheden.

Artikel 8 regelt de voorwaarden waarin er herhaling bestaat.

Artikel 9 bepaalt straffen tegen den vader, de moeder of den voogd die hun minderjarig kind of pleegkind in strijd met de voorschriften der wet doen of laten arbeiden. Door deze bepaling worden niet ingetrokken de straffen, uitgesproken wegens overtreding van de wet op den arbeid van kinderen; zij beoogt de overtredingen die niet vallen onder 't bereik der straffen, door die wet bepaald.

Artikel 10 maakt artikel 85 van het Strafwetboek, betreffende de verzachtende omstandigheden, van toepassing op deze overtredingen.

Artikel 11 zegt dat de wet in werking treedt één jaar na hare afkondiging.

De Regeering heeft dien tijd noodig om de uitvoeringsbesluiten op te maken en de hoofden van ondernemingen hebben hem evenzeer noodig om de noodige maatregelen te nemen tot het naleven der wet.

Om de drie jaren, doet de Regeering aan de Kamers verslag over de uitvoering en de gevolgen der wet.

Daar het recht tot machtiging, aan de Regeering toegekend, gewichtig is, is het billijk dat zij aan de Kamers rekenschap doet van het gebruik dat zij van hare machtiging maakt. Ook is het raadzaam de openbare meening in te lichten over de uitwerkselen der wet, en voor de hoofden van ondernemingen is het nuttig dat zij worden ingelicht over de wijze waarop de wet wordt uitgeoefend. Veeltijds zullen zij in dit verslag nuttige aanwijzingen en voorbeelden vinden.

Het wetsvoorstel werd goedgekeurd met eenparige stemmen min ééne onthouding.

Het lid dat zich onthield, verklaarde volkomen in te stemmen met het beginsel, door artikel 1 gehuldigd, doch drukte zijn leedwezen uit omdat de meerderheid het door hem voorgesteld amendement, waarvan hooger sprake is, dacht te moeten afwijzen.

De Voorzitter-Verslaggever,

VAN CAUWENBERGH.

TEKST DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD

LOI

**interdisant de faire travailler
le dimanche.**

ARTICLE PREMIER.

Il est interdit à tout chef d'entreprise de faire travailler plus de six jours par semaine des personnes autres que les membres de sa famille habitant avec lui et ses domestiques ou gens de la maison.

Le jour du congé hebdomadaire est le dimanche.

ART. 2.

Cette défense ne s'applique pas aux travaux urgents commandés par un cas de force majeure ou de nécessité sortant des prévisions normales de l'entreprise, si le chef de l'entreprise en informe dans les vingt-quatre heures l'inspecteur du travail ou le bourgmestre.

ART. 3.

Un arrêté royal peut régler autrement les conditions du congé hebdomadaire :

1° Pour les entreprises qui, soit par leur nature, soit pour des motifs d'utilité publique, comportent habituellement un travail partiel ou continu pendant la journée du dimanche ;

2° Si des circonstances locales ou autres l'exigent.

Pour les entreprises soumises au régime de la loi du 15 juin 1896, le règlement d'atelier indiquera les conditions de ce congé.

ART. 4.

Les arrêtés royaux disposent : a) Par

WET

**verbiedende op Zondag te doen
arbeiden.**

EERSTE ARTIKEL.

Het is aan elk hoofd van onderneming verboden, andere personen dan de bij hem inwonende leden zijner familie en zijne dienstboden of huisgenooten meer dan zes dagen in de week te doen arbeiden.

De wekelijksche verlofdag is de Zondag.

ART. 2.

Dit verbod is niet van toepassing op dringende werkzaamheden, vereischt door een geval van overmacht of nooddwang, welke de gewone gang der onderneming niet deed voorzien, indien het hoofd der onderneming daarvan, binnen vier en twintig uren, kennis geeft aan den inspecteur van den arbeid of aan den burgemeester.

ART. 3.

Een koninklijk besluit kan de voorwaarden van het wekelijksch verlof anders regelen :

1° Voor de ondernemingen die, hetzij door haren aard, hetzij om redenen van openbaar nut, gewoonlijk een gedeeltelijken of onafgebroken arbeid op Zondag vorderen.

2° Indien plaatselijke of andere omstandigheden het eischen.

Voor de ondernemingen die vallen onder toepassing der wet van 15 Juni 1896, bepaakt het werkplaatsreglement de voorwaarden van dat verlof.

ART. 4.

De koninklijke besluiten beschikken :

voie de mesure générale, concernant chaque genre de travail pour lequel une exception permanente est justifiée; b) Par voie de mesure particulière concernant chaque genre de travail pour lequel une exception temporaire est demandée par l'intéressé.

ART. 5.

Dans le premier cas, le Roi prend l'avis :

- 1° Des sections compétentes des Conseils de l'industrie et du travail ;
- 2° Des Députations permanentes des Conseils provinciaux ;
- 3° Du Conseil supérieur d'hygiène publique.
- 4° Du Conseil supérieur du travail.

Dans le second cas, il prend l'avis de la Députation permanente.

Chaque fois qu'une exception est sollicitée à raison de circonstances locales, la Députation permanente entendue prend l'avis du conseil communal.

Lorsque l'intéressé le réclame, les groupes professionnels dont il fait partie sont entendus.

Ces divers collèges transmettent leur avis dans les deux mois de la demande qui leur en est faite, à défaut de quoi il est passé outre.

Le Gouvernement peut en tout temps, soit d'office, soit à la demande d'un des collèges dont l'avis est réclamé, provoquer une nouvelle consultation des collèges intéressés, et retirer ou modifier l'autorisation accordée.

ART. 6.

Les délégués du Gouvernement pour l'inspection du travail surveillent l'exécution des dispositions qui précèdent. A cet effet, ils ont libre entrée partout où s'exécute un travail soumis au régime de la présente loi.

a) Bij algemeenen maatregel, ten aanzien van elke soort arbeid waarvoor eene voortdurende uitzondering gerechtvaardigd is ; b) Bij afzonderlijken maatregel, ten aanzien van elke soort arbeid waarvoor eene tijdelijke uitzondering door den belanghebbende wordt aangevraagd.

ART. 5.

In het eerste geval, vraagt de Koning het advies :

- 1° Van de bevoegde afdeelingen der Raden van Nijverheid en Arbeid ;
- 2° Van de Bestendige Deputatiën der Provinciale Raden ;
- 3° Van den Hoogerem Raad voor openbare gezondheid.
- 4° Van den Hoogerem Arbeidsraad.

In het tweede geval, vraagt Hij het advies van de Bestendige Deputatie.

Telkens wanneer eene uitzondering wordt aangevraagd op grond van plaatselijke omstandigheden, wint de geraadpleegde Bestendige Deputatie het advies van den gemeenteraad in.

Wanneer de belanghebbende het verlangt, worden de beroepsgroepen, waarvan hij deel uitmaakt, gehoord.

Deze verschillende collegiën brengen hun advies uit binnen twee maanden na het hun daartoe gedane verzoek; bij gebreke daarvan, wordt er buiten hen om beslist.

Te allen tijde kan de Regeering, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van één der collegiën waarvan het advies moet worden gevraagd, opnieuw de belanghebbende collegiën raadplegen en de verleende machtiging intrekken of wijzigen.

ART. 6.

De afgevaardigden der Regeering voor het toezicht over den arbeid houden het oog op de uitvoering van de voorgaande bepalingen. Te dien einde hebben zij vrijen toegang overal waar een bij deze wet bedoelde arbeid wordt verricht.

ART. 7.

Les chefs d'entreprise ou leurs préposés qui auront contrevenu aux prescriptions de la présente loi et des arrêtés relatifs à son exécution seront punis :

D'une amende de 26 francs à 100 francs, si le nombre des personnes employées en contravention à la loi ou aux arrêtés ne dépasse pas dix;

D'une amende de 101 francs à 1,000 francs si le nombre de ces personnes ne dépasse pas cent;

D'une amende de 1,001 francs à 5,000 francs, s'il y en a davantage.

ART. 8.

Il y aura récidive punissable dès qu'une infraction nouvelle à charge d'une personne condamnée déjà pour contravention à la présente loi, sera constaté dans un délai de cinq ans à partir de la première condamnation.

ART. 9.

Seront punis d'une amende de 1 franc à 25 francs les père, mère ou tuteur qui auront fait ou laissé travailler leur enfant ou pupille mineur contrairement aux prescriptions de la présente loi.

ART. 10.

L'article 85 du Code pénal sera applicable aux infractions prévues par l'article 7.

ART. 11.

La présente loi entrera en vigueur un an après sa promulgation.

Tous les trois ans, le Gouvernement fera rapport aux Chambres sur l'exécution et les effets de la loi.

ART. 7.

De hoofden van ondernemingen of hunne gelastigden, die de bepalingen van deze wet en de voorschriften van de besluiten betreffende hare uitvoering overtreden, worden gestraft :

Met eene boete van 26 tot 100 frank, indien het getal der in strijd met de wet of met de besluiten gebezigde personen tien niet overtreft ;

Met eene boete van 101 tot 1,000 frank, indien het getal dier personen honderd niet overtreft ;

Met eene boete van 1,001 tot 5,000 fr., indien er meer zijn.

ART. 8.

Er bestaat strafbare herhaling, zoodra een nieuw misdrijf ten laste van een persoon, die reeds is gestraft wegens overtreding van deze wet, wordt vastgesteld binnen een tijdsverloop van vijf jaren na de eerste veroordeeling.

ART. 9.

De vader, moeder of voogd, die hun minderjarig kind of pleegkind in strijd met de voorschriften van deze wet doen of laten arbeiden, worden gestraft met eene boete van 1 tot 25 frank.

ART. 10.

Artikel 85 van het Strafwetboek is van toepassing op de overtredingen voorzien bij artikel 7.

ART. 11.

Deze wet treedt in werking één jaar na hare afkondiging.

Om de drie jaren, doet de Regeering aan de Kamers verslag over de uitvoering en de gevolgen der wet.

